



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté préfectoral n°2025/DRIEAT/UD77/138 du 05 septembre 2025  
de prescriptions complémentaires relatif aux conditions d'exploitation de la carrière de  
sables et graviers alluvionnaires autorisée au bénéfice de la société HEIDELBERG MATERIALS  
FRANCE GRANULATS  
sur le territoire de la commune de BAZOCHES LES BRAY  
AIOT n° 0006500079**

**VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**VU** le code du patrimoine, notamment les dispositions du livre V ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, Préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 9 août 2024 du Préfet de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**VU** le schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne approuvé le 7 mai 2014 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°04 DAI 2M 038 du 15 septembre 2004 autorisant la société GSM à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers ainsi qu'une installation de lavage de sables sur le territoire de la commune de Bazoches-les-Bray ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016/DRIEE/UT77/026 prolongeant jusqu'au 7 mars 2025 la validité de l'arrêté préfectoral 04 DAI 2M 038 du 15 septembre 2004, et modifiant les conditions d'exploitation de la carrière de sables et graviers alluvionnaires exploitée par la société GSM sur le territoire de la commune de Bazoches-les-Bray ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2025/DRIEE/UT77/032 prolongeant jusqu'au 7 septembre 2025 la validité de l'arrêté préfectoral 04 DAI 2M 038 du 15 septembre 2004 ;

**VU** le procès verbal de récolement du 20 juillet 2009 concernant une cessation partielle portant sur une superficie de 24ha14a 91ca ( site A) ;

**VU** le procès verbal de récolement du 22 juillet 2009 concernant une cessation partielle portant sur une superficie de 40ha 59a 61ca (site A) ;

**VU** le procès verbal de récolement du 23 juillet 2023 concernant une cessation partielle portant sur une superficie de 7ha 44a 45ca (site A champs Virlois) ;

**VU** la lettre préfectorale du 3 mars 2025 prenant acte d'un changement de dénomination sociale, la société GSM devenant la société Heidelberg Materials Granulats France ;

**VU** la demande de Monsieur Yves SALAUN, agissant en qualité de Directeur de Région Ile-de-France Normandie de la société Heidelberg Materials Granulats France, en date du 03 septembre 2025, sollicitant une prolongation d'un an de l'autorisation d'exploiter d'une partie de la carrière de sables et graviers de Bazoches-les-Bray, afin de poursuivre l'exploitation de cette partie de la carrière pendant l'instruction du porter à connaissance reçu le 28/02/2025 ;

**VU** le rapport et les propositions en date du 3 septembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

**VU** les observations formulées par le demandeur le 05 septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions des articles L.511-1 et L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications des prescriptions applicables aux installations du site demandées sont notables mais non substantielles ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, Monsieur le Préfet peut fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

## **ARRÊTE**

### **Article premier :**

L'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2M 038 du 15 septembre 2004, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016/DRIEE/UT77/026 du 9 février 2016, autorisant la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS (ex GSM) dont le siège social est situé 4 place des Saisons, 92400 Courbevoie, est prolongé jusqu'au 7 septembre 2026 dans les conditions précisées en annexe.

### **Article 2 : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 3 : Information dans l'établissement**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

### **Article 4 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Bazoches-les-Bray, et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Bazoches-les-Bray, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **Article 5 : Sanctions**

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

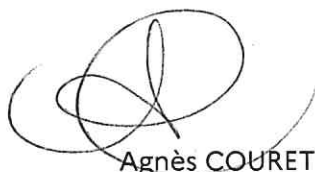
### **Article 6 : Notification et exécution**

- la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS,
  - le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
  - le Sous-Préfet de PROVINS,
  - le Maire de Bazoches-les-Bray,
  - la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
  - la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,
- sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 05 septembre 2025

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice empêchée,  
La Cheffe de l'Unité Départementale  
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

**Destinataires d'une copie par mail :**

- Société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS,
- M. le Maire de Bazoches-les-Bray,
- M. le Sous-Préfet de Provins,
- M. le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE)

**Délais et voies de recours :**

*La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :*

*– par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,  
– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :*

*a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 4 du présent arrêté,*

*b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne prévue au 4° du même article.*

*Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.*

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.*

*Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.*

## ANNEXE

Arrêté préfectoral n°2025/DRIEAT/UD77/138 de prescriptions complémentaires relatif aux conditions d'exploitation de la carrière de sables et graviers alluvionnaires autorisée au bénéfice de la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS sur le territoire de la commune de Bazoches-les-Bray. AIOT n° 0006500079

### TABLE DES MATIÈRES

<b>CHAPITRE 1 - ACTES ANTÉRIEURS.....</b>	<b>2</b>
ARTICLE 1.1 - ACTES ANTÉRIEURS.....	2
<b>CHAPITRE 2 - PARCELLAIRE.....</b>	<b>2</b>
ARTICLE 2.1 - LIMITES TERRITORIALE DE LA PROLONGATION.....	2
<b>CHAPITRE 3 - GARANTIES FINANCIÈRES.....</b>	<b>2</b>
ARTICLE 3.1 - MONTANT DE RÉFÉRENCE DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	2
ARTICLE 3.2 - CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	4
ARTICLE 3.3 - RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	4
ARTICLE 3.4 - ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	4
ARTICLE 3.5 - MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	4
ARTICLE 3.6 - ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES.....	4
ARTICLE 3.7 - APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES.....	4
ARTICLE 3.8 - DOCUMENT À TRANSMETTRE CONCERNANT LE SUIVI DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	5

Annexe 1 : Liste des parcelles 0702



## CHAPITRE 1 - ACTES ANTÉRIEURS

### ARTICLE 1.1 - ACTES ANTÉRIEURS

Références des actes administratifs antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées
Arrêté préfectoral n° 2004DAI2M038 du 15 septembre 2004 autorisant la société GSM à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers et d'une installation de lavage de sables sur le territoire de la commune de Bazoches-les-Bray jusqu'au 7 mars 2025.	La validité de l'arrêté préfectoral est prolongée jusqu'au 7 septembre 2026 . Les prescriptions du chapitre V de l'arrêté préfectoral de 2004 sont complétées par celles du chapitre 2 du présent arrêté complémentaire pour la période du 7 mars 2025 au 7 septembre 2025.
Arrêté préfectoral n° 2016 DRIEE UT 77 028 du 9 février 2016 imposant des prescriptions complémentaires à la société GSM pour la carrière de sables et graviers située sur le territoire de la commune de Bazoches-les-Bray.	Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2016 sont prolongées jusqu'au 7 septembre 2025 sauf celles qui concernent les garanties financières.
Lettre préfectorale du 3 mars 2025 prenant acte d'un changement de dénomination sociale, la société GSM devenant la société Heidelberg Materials France Granulats.	

## CHAPITRE 2 - PARCELLAIRE

### ARTICLE 2.1 - LIMITES TERRITORIALE DE LA PROLONGATION

La liste des parcelles ou partie de parcelles concernées par la prolongation est annexée au présent arrêté.

## CHAPITRE 3 - GARANTIES FINANCIÈRES

Les prescriptions du chapitre V relatif aux garanties financières de l'arrêté préfectoral n° 2004DAI2M038 du 15 septembre 2004 sont remplacées par celles du chapitre 2 du présent arrêté de prescriptions complémentaires à compter de la notification du présent arrêté pour la période restante.

### ARTICLE 3.1 - MONTANT DE RÉFÉRENCE DES GARANTIES FINANCIÈRES

Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site après exploitation en cas de défaillance de l'exploitant. Elles ne couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par les activités de la carrière et les installations, ni les engagements et obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale.

À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Le montant de référence des garanties financières, en euros (TTC), est précisé dans le tableau ci-après :

PÉRIODES	S1 MAXIMALE (ha)	S2 MAXIMALE (ha)	L MAXIMALE (m)	MONTANT DE RÉFÉRENCE (€ TTC)
Du 08/09/2025 au 07/09/2026	11ha 01a 614ca	9ha 09a 93ca22	3850	913 300 €

Le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière est déterminé selon les dispositions suivantes.

La formule de calcul utilisée pour déterminer le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière à ciel ouvert est la formule n°1 pour les « carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle » proposée par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées :

$$C_R = \alpha \times (S1 \times C1 + S2 \times C2 + L \times C3)$$

avec

S1 = somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuée de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau définitive et des surfaces remises en état.

L = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Coûts unitaires (TTC) :

S1 : 15 555 euros / ha ;

S2 : 34 070 euros / ha ;

L : 47 euros / m.

et :

$$\alpha = \frac{\text{Index}}{\text{Index}_0} \times (1 + \text{TVA}_R) = 1,38$$

avec :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par le présent arrêté, soit l'indice TP01 de juin 2025 publié en août 2025 publié =  $130,5 \times 6,5345$  (coefficient de raccordement) = **852,7** ;
- Index<sub>0</sub> : indice TP01 de mai 2009, soit 616,5 ;

- $TVA_R$  : taux de TVA applicable lors de l'établissement du présent arrêté, soit 0,20 ;
- $TVA_0$  : taux de TVA applicable en janvier 2009, soit 0,196.

Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés dans le tableau ci-dessus.

### **ARTICLE 3.2 - CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Dans un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet un document attestant la constitution de garanties financières. Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 3.3 - RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 3.4 - ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Sans objet.

### **ARTICLE 3.5 - MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Sans objet.

### **ARTICLE 3.6 - ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES**

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II du même article L. 171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

L'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement de la carrière et des installations, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de cette suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### **ARTICLE 3.7 - APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES**

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations de remise en état du site, après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant ou en cas de disparition de la personne morale par suite de sa liquidation amiable.



**ARTICLE 3.8 - DOCUMENT À TRANSMETTRE CONCERNANT LE SUIVI DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er mars de l'année N+1 un plan topographique indiquant les valeurs maximales des surfaces S1, S2 et L de l'année N et le périmètre précis de chacune des surfaces.



## ANNEXE – Liste Parcellaire

**La prolongation de la carrière sise sur le territoire de la commune de Bazoches les Bray porte sur une superficie de 22 ha 89 a 14 ca.**

Les parcelles concernées par la présente prolongation partielle sont désignées dans le tableau ci-après.

**Tableau : Liste des parcelles prolongées**

Lieu dit	Cadastre	pp	Surface cadastrale	Surface autorisée en carrière	Surface sollicitée en prolongation
	CR Montereau à Bray (site A)	pp	4120	4120	2300
LE_PORT_DESSUS	I 1379	pp	13900	13900	3500
LE_PORT_DESSUS	I 1380	pp	10706	10706	9780
LE_PORT_DESSUS	I 1381		4705	4705	4705
LE_PORT_DESSUS	I 1382		1230	1230	1230
LE_PORT_DESSUS	I 1386	pp	4802	4802	2160
LE_CANTON	I 1390		1955	1955	1955
LE_CANTON	I 1391	pp	4075	3842	3842
LE_CANTON	I 1392	pp	4075	2861	2861
LE_CANTON	I 1393	pp	4075	2428	2428
LE_CANTON	I 1394	pp	4075	2198	2198
LE_CANTON	I 1395	pp	4075	1764	1764
LE_CANTON	I 1396	pp	4075	2775	2775
LE_CANTON	I 1397	pp	4075	2250	2250
LE_CANTON	I 1398	pp	4075	2157	2157
LE_CANTON	I 1399	pp	4075	2326	2326
LE_CANTON	I 1400	pp	4075	2108	2108
LE_CANTON	I 1401	pp	4075	2069	2069
LE_CANTON	I 1402	pp	4075	1844	1844
LE_CANTON	I 1403	pp	4075	2044	2044
LE_CANTON	I 1404	pp	4075	1690	1690
LE_CANTON	I 1405	pp	4075	1737	1737
LE_CANTON	I 1406	pp	4075	1971	1971
LE_CANTON	I 1407	pp	4075	2010	2010
LE_CANTON	I 1408	pp	4075	1965	1965
LE_CANTON	I 1409	pp	4075	2168	2168
LE_CANTON	I 1410	pp	4075	1793	1793
LE_CANTON	I 1411	pp	3510	1147	1147
LE_CANTON	I 1412	pp	3820	1221	1221
LE_CANTON	I 1413	pp	4380	1787	1787
LE_CANTON	I 1417	pp	3405	1102	1102
LE_CANTON	I 1418	pp	3485	1207	1207
LE_CANTON	I 1421	pp	2925	874	874
LE_CANTON	I 1422	pp	2790	769	769
LE_CANTON	I 1425	pp	2700	764	764
LE_CANTON	I 1426	pp	2645	648	648
LE_CANTON	I 1429	pp	2295	415	415
LE_CANTON	I 1430	pp	2700	550	550
LE_CANTON	I 1433	pp	2395	499	499
LE_CANTON	I 1435	pp	2350	376	376

Lieu dit	Cadastre	pp	Surface cadastrale	Surface autorisée en carrière	Surface sollicitée en prolongation
LE_CANTON	I 1436	pp	2350	335	335
LE_CANTON	I 1439	pp	2340	479	479
LE_CANTON	I 1440	pp	1940	334	334
LE_CANTON	I 1443	pp	1895	247	247
LE_CANTON	I 1444	pp	1715	60	60
LES_PRES_MICHAUT	I 1510		848	848	848
LES_PRES_MICHAUT	I 1511		435	435	435
LES_PRES_MICHAUT	I 1512		435	435	435
LES_PRES_MICHAUT	I 1513		435	435	435
LES_PRES_MICHAUT	I 1514	pp	4915	3724	3724
LES_PRES_MICHAUT	I 1515	pp	580	454	454
LES_PRES_MICHAUT	I 1516	pp	1130	886	886
LES_PRES_MICHAUT	I 1517	pp	445	351	351
LES_PRES_MICHAUT	I 1518	pp	990	801	801
LES_PRES_MICHAUT	I 1519	pp	550	464	464
LES_PRES_MICHAUT	I 1520	pp	855	616	616
LES_PRES_MICHAUT	I 1521	pp	1270	1046	1046
LES_PRES_MICHAUT	I 1522	pp	1254	1046	1046
LES_PRES_MICHAUT	I 1523	pp	2446	2040	2040
LES_PRES_MICHAUT	I 1524	pp	2879	2380	2380
LES_PRES_MICHAUT	I 1525	pp	3056	1919	1919
LES_PRES_MICHAUT	I 1526	pp	855	455	455
LES_PRES_MICHAUT	I 1527	pp	855	496	496
LES_PRES_MICHAUT	I 1528	pp	785	467	467
LES_PRES_MICHAUT	I 1529	pp	379	326	326
LES_PRES_MICHAUT	I 1530		496	496	496
LES_PRES_MICHAUT	I 1531		725	725	725
LES_PRES_MICHAUT	I 1532	pp	720	36	36
LES_PRES_MICHAUT	I 1534	pp	331	93	93
LES_PRES_MICHAUT	I 1535		223	223	223
LES_PRES_MICHAUT	I 1536		209	209	209
LES_PRES_MICHAUT	I 1537	pp	1245	747	747
LES_PRES_MICHAUT	I 1538	pp	1920	1007	1007
LES_PRES_MICHAUT	I 1539	pp	2700	1483	1483
LES_PRES_MICHAUT	I 1540	pp	10520	5122	5122
LES_PRES_MICHAUT	I 1541	pp	1160	759	759
LES_PRES_MICHAUT	I 1542	pp	1130	655	655
LES_PRES_MICHAUT	I 1543	pp	620	413	413
LES_PRES_MICHAUT	I 1544	pp	1355	979	979
LES_PRES_MICHAUT	I 1545	pp	1680	1231	1231
LES_PRES_MICHAUT	I 1547	pp	553	358	358
LES_PRES_MICHAUT	I 1548	pp	972	673	673
LES_PRES_MICHAUT	I 1549	pp	455	325	325
LES_PRES_MICHAUT	I 1550	pp	355	211	211
LES_PRES_MICHAUT	I 1551	pp	1698	1105	1105
LES_PRES_MICHAUT	I 1552	pp	5207	3699	3699
LES_PRES_MICHAUT	I 1553		7620	7620	7620
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I 1554		7860	7860	7860
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I 1555		4775	4775	4775
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I 1556		3835	3835	3835

Lieu dit	Cadastre	pp	Surface cadastrale	Surface autorisée en carrière	Surface sollicitée en prolongation
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1557		301	301	301
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1558		860	860	860
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1559		829	829	829
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1560		389	389	389
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1561		720	720	720
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1562		1245	1245	1245
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1563		465	465	465
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1564		390	390	390
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1565		270	270	270
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1566		175	175	175
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1567		447	447	447
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1568		1385	1385	1385
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1569		1635	1635	1635
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1570		270	270	270
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1571		70	70	70
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1572		515	515	515
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1573		2170	2170	2170
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1574		190	190	190
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1575		95	95	95
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1576		495	495	495
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1577		585	585	585
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1578		1225	1225	1225
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1579		3319	3319	3319
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1580		690	690	690
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1581		380	380	380
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1582		555	555	555
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1583		525	525	525
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1586	pp	2229	2229	1050
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1587	pp	7970	7970	5500
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1588		1110	1110	1110
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1589		890	890	890
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1590		625	625	625
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1591		1386	1386	1386
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1592		614	614	614
LE_FIEF_DE_LA_GODE	I1593	pp	17500	17500	15700
LA_FAUCHE_CHEVALIERE	I1638		1142	1142	1142
LA_FAUCHE_CHEVALIERE	I1639		850	850	850
LA_FAUCHE_CHEVALIERE	I1640		850	850	850
LA_FAUCHE_CHEVALIERE	I1641		1768	1768	1768
LA_FAUCHE_CHEVALIERE	I1642		997	997	997
LA_FAUCHE_CHEVALIERE	I1644		11970	11970	11970
LA_FAUCHE_CHEVALIERE	I1649		1075	1075	1075
LA_PRAIRIE	I1726	pp	47388	47388	3300
LA_PRAIRIE	I1727		326	326	326
LES_CHAMPS_COURCEAUX	I1733	pp	44705	44705	11400
LA_FAUCHE_CHEVALIERE	I1791		1241	1241	1241
LA_FAUCHE_CHEVALIERE	I1792		218	218	218
TOTAL			421368	327 544	228 914



